

## ADMINISTRATION

### AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES, ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES

CNAF  
Caisse nationale des allocations familiales

#### **Décision du 10 mai 2014 portant délégation de signature de la Caisse nationale des allocations familiales**

NOR : AFSX1430502S

Le directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales,  
Vu le code de l'action sociale et des familles;  
Vu le code rural, et notamment son article L. 732-1;  
Vu le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223-1, R. 224-1 et suivants (en particulier l'article R. 224-7), R. 226-1 et suivants;  
Vu le code du travail, et notamment ses articles L. 2315-8, L. 2323-27, L. 2323-28, L. 2325-1 et L. 4614-1;  
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés;  
Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination du directeur de la Caisse nationale des allocations familiales – M. LENOIR (Daniel) (*JO* du 6 septembre 2013);  
Vu la circulaire du 28 octobre 2005 du ministre délégué à la sécurité sociale, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille relative à la publication des décisions;  
Vu l'instruction codificatrice M9-1 en date du 1<sup>er</sup> février 1996 relative à la réglementation financière et comptable des établissements publics nationaux à caractère administratif;  
Vu le règlement en date du 18 mars 2014 qui fixe l'organisation et le fonctionnement de la Caisse nationale des allocations familiales,

Décide:

#### Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée à Mme Marie-Noëlle SÉHABIAGUE, directrice de la mission de l'audit, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité du système d'information, pour signer, dans le cadre de la gestion de l'établissement public et pour son personnel, les pièces suivantes :

- la correspondance courante de la mission de l'audit, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité du système d'information;
- les demandes d'achat de biens ou de services adressées au pôle gestion de la commande publique;
- les validations du service fait ou la réception des biens pour les biens et services livrés;
- les validations des états de frais du personnel;
- les ordres de mission du personnel en métropole pour la mission de l'audit, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité du système d'information.

#### Article 2

La délégation de signature en date du 10 mars 2014 est abrogée.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel santé, protection sociale, solidarité* ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de Paris.

Fait le 10 mai 2014.

*Le contrôleur général  
économique et financier,*  
É. NOUVEL

*Le directeur général,*  
D. LENOIR

*La directrice de la mission de l'audit,  
de la conformité informatique et libertés  
et de la sécurité du système d'information,*  
M.-N. SÉHABIAGUE